

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(C.C.P)

Le pouvoir adjudicateur :

CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE  
(Cnam)

Objet de l'accord-cadre:

Service de transport par navette des agents de la Cnam entre le Siège de la Cnam et les stations de métro  
« Porte de Bagnolet » et « Porte de Montreuil »

La procédure retenue est la suivante :

Procédure adaptée passée en application des articles L. 2123-1 1° et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE</b>	3
<b>ARTICLE 2 : LIEU D'EXECUTION</b>	3
<b>ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET FORME DE LA CONSULTATION</b>	3
3.1. Documents contractuels	3
3.2. Procédure et forme de la consultation	3
<b>ARTICLE 4 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DES BONS DE COMMANDE</b>	4
<b>ARTICLE 5 : PRESTATIONS ATTENDUES</b>	4
5.1. Publics concernés	4
5.2. Statistiques de fréquentation	4
5.3. Période et Rotations	5
5.4. Modification des périodes et des rotations	5
5.5. Obligation de conseil	6
5.6. Type de véhicules	6
5.7. Suivi des prestations réalisées	6
<b>ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDES</b>	6
6.1. Emission des bons de commandes	6
6.2. Durée d'exécution des bons de commande	7
<b>ARTICLE 7 : PRIX</b>	7
<b>ARTICLE 8 : MODALITES DE FACTURATION ET PAIEMENT</b>	8
8.1. Périodicité de règlement	8
8.2. Modalités de transmission des factures	8
8.3. Modalités de règlement	9
<b>ARTICLE 9 : PENALITES</b>	9
9.1. Pénalités de retard	9
9.2. Pénalités pour travail dissimulé	9
<b>ARTICLE 10 : PROTECTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE</b>	10
10.1. Protection de l'environnement	10
10.2. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	10
<b>ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DE L'ACCORD-CADRE</b>	10
11.1. Sous-traitance	10
11.2. Cession du l'accord-cadre	11
<b>ARTICLE 12 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES</b>	11
<b>ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE</b>	13
13.1. Définition	13
13.2. Propriété	13
13.3. Obligations du Titulaire	13
13.4. Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause	14
13.5. Limites de responsabilité	14
<b>ARTICLE 14 : ASSURANCE ET RESPONSABILITE</b>	15
14.1. Assurance	15
14.2. Responsabilité	15
<b>ARTICLE 15 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE</b>	15
<b>ARTICLE 16 : RESILIATION</b>	16
16.1. Résiliation de l'accord-cadre	16
16.2. Règlement des différends et des litiges	16
<b>ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU CCAG- FCS</b>	16

## ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la mise en place d'un service de navette par autocar entre le site parisien de la Cnam et les stations de métro « Porte de Montreuil » et « Porte de Bagnolet ».

## ARTICLE 2 : LIEU D'EXECUTION

La navette assure le transport des agents entre le siège parisien de la Cnam et les stations de métro « Porte de Montreuil » et « Porte de Bagnolet ».

## ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET FORME DE LA CONSULTATION

### 3.1. Documents contractuels

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et Services (ci-après désigné CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 11/04/2021. (Cette pièce générale, bien que non matériellement jointe au présent accord-cadre, est réputée parfaitement connue des parties) ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent accord-cadre ;
- L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent accord-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les bons de commande.

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation applicable à son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

### 3.2. Procédure et forme de la consultation

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 1° et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire et exécuté par l'émission de bons de commandes conformément aux articles R. 2162-2 et 13 du Code de la commande publique. Les prestations étant indissociables, la consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique. Les prestations donneront lieu à un lot unique.

La Cnam se réserve la faculté d'émettre des bons de commandes jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sans que l'exécution des prestations objets de ces bons de commande ne puisse excéder de 3 mois la durée de validité de l'accord-cadre.

## ARTICLE 4 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DES BONS DE COMMANDE

### 4.1. Durée de l'AC

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification.

Le début de la prestation est fixé au **05 janvier 2026**.

Il est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois soit (2 ans) à compter du 05 janvier 2026.

Le détail des horaires et rotations figure à l'article 5.3 du présent CCP.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées au présent accord-cadre.

### 4.2. Durée des BC

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, des bons de commande pourront être émis par la Cnam et adressés au Titulaire. Les modalités d'émission et de suivi des bons de commande sont décrites à l'article 6 du présent CCP.

La Cnam se réserve la faculté d'émettre des bons de commandes jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sans que l'exécution des prestations objets de ces bons de commande ne puisse excéder de 3 mois la durée de validité de l'accord-cadre.

## ARTICLE 5 : PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre correspondent à la mise en place d'un service de navette par autocar entre le site parisien de la Cnam et les stations de métro « Porte de Montreuil » et « Porte de Bagnolet ».

### 5.1. Publics concernés

Le service est ouvert à l'ensemble des salariés de la Cnam. Le site parisien de la Cnam héberge environ 1 800 collaborateurs susceptibles d'utiliser le service.

### 5.2. Statistiques de fréquentation

A titre informatif et non contractuel, les statistiques de fréquentations mensuelles du service pour les années 2024 et 2025 sont les suivantes (sur la base des rotations indiquées au point 5.3) :

	Nombre de voyageurs	
	2024	2025
Janvier	155	162
Février	148	153
Mars	161	172
Avril	170	175
Mai	149	127
Juin	142	125
juillet	157	163
Aout	102	123
Septembre	172	159
Octobre	178	Données de fréquentation non encore constatées
Novembre	164	
Décembre	175	
<b>Total</b>	<b>1 873</b>	<b>1 359</b>

### 5.3. Période et Rotations

Amplitude du service		Intervalles	Itinéraires
Jours	Horaires		
Lundi	17h00 à 19h40	<b>Rotation</b> : toutes les 20 minutes avec 9 départs (1 <sup>er</sup> départ à 17h00 et dernier départ à 19h40)	<b>Itinéraire</b> : Départ devant le hall Bagnole de la Cnam (n° 50, Avenue du Professeur André Lemierre – 75020 Paris) <b>Premier arrêt</b> : Station de métro « Porte de Bagnole » (ligne 3) <b>Second arrêt</b> : Station de métro « Porte de Montreuil » (ligne 9)
mardi au vendredi	17h00 à 19h40	<b>Rotation</b> : toutes les 20 minutes avec 9 départs (1 <sup>er</sup> départ à 17h00 et dernier départ à 19h40)	<b>Itinéraire</b> : Départ devant le hall Montreuil de la Cnam (n° 26, avenue du Professeur André Lemierre – 75020 Paris) <b>Premier arrêt</b> : Station de métro « Porte de Montreuil » (ligne 9) <b>Second arrêt</b> : Station de métro « Porte de Bagnole » (ligne 3)

### 5.4. Modification des périodes et des rotations

La Cnam peut ajuster occasionnellement l'exécution du service autant sur la fréquence d'exécution des rotations que sur les périodes.

En cas d'ajustement des fréquences, la facturation des prestations est effectuée sur la base du prix unitaire à la rotation figurant au BPU. Les modifications pourront constituer une baisse ou une augmentation des prestations.

### **5.5. Obligation de conseil**

Le Titulaire assure à la Cnam des conseils visant à améliorer la qualité de service et à optimiser les prestations au regard de l'évolution de l'utilisation du service.

### **5.6. Type de véhicules**

Le véhicule proposé par le Titulaire doit comprendre un nombre minimum de 10 places. Il doit également disposer d'air conditionné et de ceintures de sécurité. Le véhicule proposé respectera toutes les normes en vigueur applicables à ce type de prestations (accès PMR, ...).

Le Titulaire doit proposer un système de géolocalisation (GPS) permettant aux agents de la Cnam de suivre l'état des rotations en ayant connaissance de l'exacte position de la navette.

Le véhicule doit consommer du gaz naturel pour véhicules (GNV), du gaz de pétrole liquéfié (GPL), être électrique ou utiliser toute autre source d'énergie « vertueuse et non polluante ».

La Cnam n'opère pas de borne de recharge électrique sur son site.

### **5.7. Suivi des prestations réalisées**

Le Titulaire adresse mensuellement à la Cnam, en complément de sa facturation, un compte-rendu statistique de la période écoulée. Ce compte-rendu comporte les informations suivantes :

- Le nombre de trajets et de services réalisés selon les différents jours de desserte ;
- Le nombre total de voyageurs transportés par jours et par mois ;
- Le taux de regroupement mensuel des usagers (nombre de personnes en moyenne par véhicule).

Le Titulaire devra également signaler tout dysfonctionnement constaté pendant le mois (nombre et durée des retards, services non réalisés et causes, pannes, incidents) et les réclamations éventuelles exprimées par les usagers.

## **ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDES**

### **6.1. Emission des bons de commandes**

Les prestations sont déclenchées par émission d'un bon de commande sur la base des éléments figurants dans l'annexe financière B.P.U à l'acte d'engagement.

Chaque bon de commande détermine l'étendue et la consistance des prestations à exécuter.

Les bons de commandes sont notifiés au Titulaire avant le début d'exécution par tout moyen permettant de donner date certaine à l'envoi que celui-ci soit physique ou dématérialisé. Les bons de commande sont impérativement signés par la personne représentant la Cnam.

Le bon de commande devra préciser notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- La nature de la prestation ;
- La durée de la prestation ;

- Le lieu de réalisation de la prestation ;
- Le montant total du bon de commande HT, le taux et le montant de la TVA et le montant total du bon de commande TTC.

Le Titulaire doit accuser réception des bons de commande, par tout moyen permettant de donner date certaine.

Aucune prestation ne sera rémunérée :

- Si elle n'a pas fait l'objet d'une commande ;
- Si cette commande n'émane pas directement de la Cnam.

En cas de non-exécution partielle ou totale d'un bon de commande, il pourra être fait application des pénalités de retard prévues à l'article correspondant du présent CCP.

## **6.2. Durée d'exécution des bons de commande**

Les bons de commande émis par la Cnam et notifiés au Titulaire comportent la durée pendant laquelle les prestations sont exécutées.

## **6.3. Modifications en cours d'exécution**

La Cnam peut prescrire au Titulaire des modifications relatives aux prestations à exécuter en cours de réalisation et adresse un bon de commande rectificatif. Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la(s) prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

Pour chaque commande, l'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par la Cnam et notifié, par tout moyen (mail, lettre recommandée avec accusé de réception), au Titulaire, dans le respect d'un préavis de 5 jours ouvrés, sans que cette décision nécessite de justification. L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation du bon de commande.

L'arrêt ou la suspension de la prestation peut être décidé par la Cnam dans les cas suivants :

- Fermeture exceptionnelle du site ;
- Contraintes d'exploitations ;
- Etc.

Cette liste indicative n'est ni limitative ni exhaustive.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement de la prestation, le montant devant être facturé. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

## **6.4. Observations du Titulaire**

Par dérogation à l'article 3.7 du C.C.A.G – F.C.S., lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

## **ARTICLE 7 : PRIX**

Les prix sont unitaires et fermes tels qu'ils figurent à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

En aucun cas le Titulaire ne pourra arguer d'imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions du présent accord-cadre pour justifier une demande de supplément.

Les prix figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement sont réputés comprendre tous les frais afférents à la prestation (véhicule et son entretien, carburants, mise à disposition et le repas du ou des conducteurs, frais administratifs et tous autres frais nécessaires à l'exécution des prestations, ...).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frais frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses et frais annexes nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## ARTICLE 8 : MODALITES DE FACTURATION ET PAIEMENT

### 8.1. Périodicité de règlement

Les prestations sont payées mensuellement à terme échu.

### 8.2. Modalités de transmission des factures

En application des dispositions des articles L. 2192-1 et suivants, D. 2192-1 et suivants, R. 2192-3 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

Nota : Le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct. Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, La Cnam informera le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la Cnam informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la Cnam en tant que destinataire de la facture : 18003502402369 ;
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER ;
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE.  
A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro de l'accord-cadre tel qu'il figure sur l'Acte d'Engagement du présent accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.



### **8.3. Modalités de règlement**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

La Cnam se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la Cnam règle les sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire des prestations dans les conditions prévues à l'article 5 du présent cahier des clauses particulières.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la Cnam en application du présent accord-cadre donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

## **ARTICLE 9 : PENALITES**

### **9.1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Fournitures et services courants le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

1. En cas d'absence totale de service sur une journée : 200 € par jour ;
2. En cas de retard de plus de 15 minutes sur la première rotation (soit à partir de 17h15) : 100 € ;
3. En cas de retard d'une semaine pour l'envoi des statistiques mensuelles : 50 € ;
4. En cas d'inexécution contractuelle de toute nature : 50 €.

Les pénalités pour retard commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le retard ou l'absence de service a été constatée.

### **9.2. Pénalités pour travail dissimulé**

Si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, la Cnam appliquera une pénalité dont le montant ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## ARTICLE 10 : PROTECTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

### 10.1. Protection de l'environnement

De manière générale le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue dans le cadre de cet accord-cadre respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de la Cnam.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la Cnam afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

### 10.2. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le Titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour respecter, les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où la main-d'œuvre est employée ;

À respecter, et à mettre tout en œuvre pour respecter, les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main-d'œuvre est employée, à savoir :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

## ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE ET CESSION DE L'ACCORD-CADRE

### 11.1. Sous-traitance

En cas de sous-traitance déjà connue, pour justifier de capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs de ses sous-traitants, le Titulaire produit les mêmes documents concernant le(s) sous-traitant(s) que ceux exigés lors de la mise en concurrence.

De plus, pour justifier des réelles capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution des prestations, le Titulaire produit un engagement écrit du ou des sous-traitant(s).

Enfin, le Titulaire doit fournir à la personne publique contractante le DC4 (formulaire disponible sur le site du ministère de l'économie et des finances : <http://www.economie.gouv.fr> - rubrique marchés publics) ou une déclaration mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il est à noter que le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par la Cnam et de l'agrément par elle des conditions de paiements conformément à la loi n° 75-1334 du 31/12/75 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du CCP de l'accord-cadre. Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Cnam des prestations sous-traitées.

La sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

Dans tous les cas, le Titulaire de l'accord-cadre demeure entièrement responsable vis à vis de la Cnam des prestations sous-traitées.

## **11.2. Cession du l'accord-cadre**

Le Titulaire ne peut céder le présent accord-cadre sans un accord préalablement écrit de la Cnam. Il doit informer la Cnam de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire.

Dans tous les cas, le Titulaire doit informer la Cnam dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise Titulaire à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

La cession l'accord-cadre ne peut être acceptée par la Cnam si elle est jugée irrégulière.

La Cnam peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion-absorption notamment, lorsque l'activité assurant les prestations objet du présent est reprise par un repreneur qui présente au moins les mêmes compétences et garanties aux yeux de la Cnam et qui accepte les termes et conditions du présent l'accord-cadre.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par la Cnam, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au. Dès le jour d'effet de la cession et sans formalité supplémentaire, tous les documents en la possession du Titulaire concernant les prestations effectuées dans le cadre du présent accord-cadre devront être remis à la Cnam.

## **ARTICLE 12 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES**

L'exécution du présent accord-cadre peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la Cnam au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (article 4 RGPD).

Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (article 28 et s. RGPD) :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la Cnam, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;

- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la Cnam ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à la Cnam, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la Cnam toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la Cnam de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer la Cnam de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à la Cnam, dans les meilleurs délais, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (article 33 RGPD) <sup>1</sup> ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la Cnam (article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la Cnam lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la Cnam rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord-cadre qui lie le Titulaire à la Cnam et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la Cnam (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité ;
- Aux conditions de sécurité précisées au sein d'un éventuel plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de la Cnam, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (article 37 RGPD).

De son côté, tout au long de l'accord-cadre, la Cnam s'engage à :

- Transmettre ses instructions de manière documentée ;
- Sans préjudice du devoir de conseil du Titulaire, vérifier que chacune de ses instructions est licite au regard de la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel ;
- Répondre aux demandes du Titulaire et lui transmettre sans délai toute information ou document dont le Titulaire aurait besoin pour maintenir sa conformité à la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel ou répondre à toute requête provenant d'une autorité de contrôle ;
- Communiquer au Titulaire, dès la signature du présent accord-cadre, l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données ; en cas de changement, en informer le Titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données ;

---

<sup>1</sup> Il est convenu entre la Cnam et le Titulaire que toutes les interventions qui seront effectuées par ce dernier auront lieu sous couvert de l'anonymisation des données grâce à des scripts fournis par ledit Titulaire et que la Cnam s'engage à utiliser.

- Informer le Titulaire immédiatement de toute requête, audit ou contrôle déclenché par une autorité de contrôle qui concernerait ou impliquerait, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, le Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et inspections auprès du Titulaire suivant les conditions prévues au présent article ;
- Notifier à l'autorité de contrôle concernée toute violation de données à caractère personnel dans un délai de soixante-douze (72) heures, à compter de sa prise de connaissance d'un tel événement, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées ;
- Conduire une analyse d'impact sur la vie privée, pour tous les traitements de données à caractère personnel susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées, et pour les types d'opérations de traitement listés par l'autorité de contrôle conformément à l'article 35 du Règlement.

Modalités de réalisation d'un audit RGPD hors audit déclenché par une autorité de contrôle :

- Au maximum, un audit par an pourra être conduit afin de vérifier que le Titulaire est en conformité avec les obligations du RGPD ;
- En cas de demande de la Cnam de réalisation d'un audit, le Titulaire sera informé au minimum dix (10) jours ouvrés avant sa réalisation ;
- Cet audit pourra être assuré par la Cnam ou un auditeur tiers non concurrent du Titulaire. Si un auditeur tiers a la charge de l'audit, il sera conduit aux frais exclusifs de la Cnam et soumis à un engagement de confidentialité.

## ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

### 13.1. Définition

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-TIC, le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont la Cnam et Titulaire auraient connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

### 13.2. Propriété

Ces informations confidentielles restent la propriété de la Cnam. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Cnam en faveur du Titulaire.

### 13.3. Obligations du Titulaire

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

A cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la Cnam et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- Procéder à la destruction, en fin d'accord-cadre, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

#### **13.4. Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause**

La Cnam se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements au titre des présentes, la Cnam se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

#### **13.5. Limites de responsabilité**

Le Titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- Est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le Titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il devra le notifier à la Cnam, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné.

A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

## ARTICLE 14 : ASSURANCE ET RESPONSABILITE

### 14.1. Assurance

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Cnam et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés au cours du transport.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Cnam et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s).

### 14.2. Responsabilité

La police d'assurance couvre tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun.

Le Titulaire garantit la Cnam contre les sinistres ayant leur origine dans les agissements de son personnel lors du transport, notamment en cas de dommages aux biens et aux personnes.

En cas de sinistre du fait du Titulaire, confirmé par expertise, entraînant la destruction totale ou partielle de l'équipement de la Cnam, le Titulaire devra remettre en état l'équipement sinistré, ou le remplacer en supportant intégralement la charge. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

Si le délai proposé, pour la répartition et le remplacement de l'équipement concerné, n'est pas compatible avec les nécessités du service public et si des solutions temporaires acceptables ne peuvent être trouvées, le présent accord-cadre est résilié de plein droit à la date du sinistre.

## ARTICLE 15 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

En application des articles, L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail, relatifs au travail dissimulé, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la Cnam les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française ;

En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la Cnam la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la Cnam, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas de non remise desdits documents, la Cnam peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, l'accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire concerné.

## ARTICLE 16 : RESILIATION

### 16.1. Résiliation de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la Cnam peut résilier le présent accord-cadre à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois (3) mois.

Outre les cas prévus au CCAG-FCS et au présent CCP, seront considérés comme des motifs pouvant entraîner la résiliation pour faute du Titulaire : interruption de service ou dysfonctionnement du service au-delà de 5 jours ouvrables, le défaut de régularisation de la situation fiscale et sociale.

### 16.2. Règlement des différends et des litiges

Si des difficultés devaient s'élever entre la Cnam et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent CCP, et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de conciliation.

En cas de litige persistant, toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent accord-cadre qui ne pourrait être résolue par l'application du CCAG-FCS, sera soumise au Tribunal compétent.

## ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU CCAG- FCS

Les dérogations au CCAG - FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCP, sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG - FCS auxquels il est dérogé
6.4	3.7
9.1	14
13.1	5.1
16.1	42